

Pour une Méditerranée de la démocratie et de la solidarité.

Alors que la lutte des peuples au sud de la Méditerranée annonce des changements politiques majeurs et la fin de régimes autoritaires, les gouvernements et les instances de l'Union européenne se montrent avant tout préoccupés de se protéger contre « les flux migratoires incontrôlables » que pourraient entraîner ces bouleversements. Les experts et les services diplomatiques, qui n'ont rien vu venir des mouvements politiques en cours, ne craignent pas aujourd'hui d'affirmer que des milliers de migrants risquent de déferler sur les territoires européens.

L'UE a adopté en 2001 un dispositif dit de « protection temporaire » pour les ressortissants d'États qui, victimes d'une catastrophe naturelle, de troubles politiques dans leur pays ou de conflits armés, auraient besoin en urgence de trouver un abri en Europe. Mais « à l'heure actuelle, il n'y a pas de flux de réfugiés en provenance de Libye », s'est empressée d'indiquer la Commission Européenne.

Dans le même temps elle envoie des patrouilles sur ses frontières maritimes, via Frontex, pour empêcher les réfugiés potentiels, assimilés à des migrants clandestins, de traverser la Méditerranée !

Pendant ce temps, la situation s'aggrave de jour en jour en Libye et à ses frontières. En Tunisie, où affluent des dizaines de milliers de réfugiés, le dispositif est saturé, malgré les efforts déployés par les autorités locales. L'Europe ne peut pas continuer à faire comme si elle n'était pas concernée par le sort des dizaines ou centaines de milliers de personnes qui ont besoin de protection dans les pays actuellement troublés, ni par celui des migrants, originaires de divers autres pays arabes, africains, asiatiques, qui y résident.

En Corse, nous n'oublions pas le sort qui fut réservé aux 123 kurdes dont une quarantaine d'enfants, au nom de ce fantasme de l'invasion. Nous n'oublions pas le mépris du droit d'asile affiché par le gouvernement, au travers du préfet de Corse, vis-à-vis de ces femmes et ces hommes qui fuyaient la dictature syrienne; un mépris qui, pour le représentant de l'État, se transforma en débâcle devant la justice. Nous dénonçons l'opération démagogique du front national à Lampedusa, fondée sur cette peur entretenue de l'invasion. Nous sommes solidaires des associations qui en Italie soutiennent les migrants. Nous saluons la victoire des 287 réfugiés afghans qui après 44 jours de grève de la faim à Athènes et Salonique viennent d'arracher une autorisation de séjour. Grâce à eux, le droit d'asile retrouve des couleurs.

Nous organisations de Corse, avec les associations, les réfugiés, les peuples en lutte contre les dictatures :

- **nous condamnons les mesures répressives de la politique menée par le gouvernement quant au droit d'asile ;**
- **nous exigeons le respect et l'application du droit international ;**
- **nous partageons le projet d'une Méditerranée de la démocratie et de la fraternité.**

Signataires : A Chjama Naziunale, Ass. Euromediterranea, Ass. Leia, Ass. des musulmans de corse, ATTAC Corsica, CFDT Corsica, CGT 2A, CGT 2B, Collectif antiraciste Avà Basta, FO 2A, FO 2B, FSU, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats d'Ajaccio, Ligue des Droits de l'Homme, Parti Communiste 2A et 2B, PNC, RESF, STC, Syndicat Sud Fr3 Corse, Union des Marocains 2A et 2B, Union Régionale des Foyers Ruraux, UNSA Corse, U Svegliu Calvese, Via progressista.